



# Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°509 du Jeudi 07 mars 2019 - 13<sup>ème</sup> année - Prix: 250 FCFA

TOGO / POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

P.3

## Le président Faure Gnassingbé dote son pays d'un ambitieux plan national de développement (PND)



**Les jeunes entrepreneurs insistent sur la nécessité d'instaurer des réflexes de transparence**

### ECONOMIE

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES (OTR)



**La contribution des recettes fiscales au budget national attendue à 669 milliards FCFA**

P.3

### SPORT

CLAUDE LE ROY AFFÛTE SES ARMES CONTRE LE BÉNIN

**Alexis Romao fait son retour chez les Eperviers**

*Le 24 mars prochain sera un jour important pour l'équipe nationale du Togo, les Eperviers. Elle affronte les Ecureuils du Bénin dans le cadre de la dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Egypte 2019.*

P.7

AFFAIRE DES GRANDS DÉBALLAGES :

P.6

**Le PNP attend Mme Adjamagbo et les siens au carrefour**  
**La Coalition reporte une fois de plus sa conférence de presse à une date ultérieure**



**Le Carnet**

**Plaie devient béante !**

La Coalition des partis politiques est en train de souffrir d'une plaie qui se gangrène au fil des jours. La plaie devient béante qu'il dévient difficile de la panser. Cette plaie dont souffre la coalition est béante; elle mérite d'être pansée et soignée. C'est ce qu'à déclaré Fulbert Attisso, le dirigeant de 'Togo autrement'. Après le MCD de Me Tchassona qui a fait une anecdote pour relever qu'aucun acte de mariage ne le lie à cette Coalition, c'est au tour du parti « Togo autrement de s'éloigner – définitivement ou momentanément – de la coalition. Fulbert Attisso reproche aux principaux responsables de ce groupement de l'avoir marginalisé. « Certains ont fait croire aux populations que la C14 était la solution à tous les problèmes. Or, aucune de nos revendications n'a trouvé de réponse », a-t-il regretté. Pour ce responsable politique, les Togolais ont beaucoup donné en manifestant régulièrement ; sans résultats. 'Togo Autrement' n'est pas la seule formation à avoir choisi de se mettre en retrait. Le CAR a fait de même. Fulbert Attisso n'écarte pas un retour le jour où les gens seront capables de réaliser une alliance d'esprit et non une alliance de noms'. Le PNP de Tikpo Atchadam s'est depuis longtemps, désolidarisé de tout activité organisée par cette Coalition dominée par Jean Pierre Fabre et Brigitte Adjamagbo, mais reste toujours dans sa logique. 'Tant que les reformes (constitutionnelles) ne sont pas faites, il est prématuré de parler des élections', a déclaré Ouro Dzikpa Tchatchikpi, l'un des responsables du PNP. Ce parti, membre de la coalition, n'a pas assisté au récent conclave en raison de divergences concernant l'ordre du jour. La coalition n'a pas besoin de restructuration, mais de la généralisation de la contestation. On n'a pas besoin de charte car nous sommes un groupe de partis d'opposition sensé avoir une unité d'action', a précisé M. Tchatchikpi. Pour le moment, le PNP n'évoque pas un départ de la coalition, mais il n'exclut pas cette option. Le CAR de Me Agboyibo a été déjà clair en disant qu'on ne peut pas continuer avec les mêmes méthodes et espérer obtenir des résultats. Santé du Peuple, lui a déjà tourné dos en ne participant pas aux réunions. Aujourd'hui, la C14 se trouve réduite à 9 et certains ne veulent pas qu'on parle de l'éclatement. En fait ce n'est pas la première coalition qui est parti en lambeau. Il faut reconnaître que finalement ces regroupements des partis n'ont rien donné aux Togolais et qu'il faut tourner la page. Il faut penser à autre chose. Ces regroupements de partis ou alliance de partis ont plutôt contribué à renforcer le pouvoir. Et pour cause. Les gens sont là pour leur ventre seulement. L'on ne peut pas continuer avec les mêmes personnes, les mêmes méthodes et les mêmes stratégies pour les mêmes dégâts.

Le Magnan

**PRÉFECTURE DE L'AKÉBOU**

**Le Ministre Innocent Egbetonyo était à Djon dans l'Akebou pour rendre grâce à Dieu et remercier le chef de l'Etat**

**La préfecture de l'Akebou a un représentant au gouvernement. Il s'agit de Kossivi Innocent Egbetonyo, le ministre de la Culture, du Tourisme et des Loisirs. Une première depuis 33 ans.**

Dimanche à Djon, un canton situé à 12 km au nord de Kougnohou, un rassemblement organisé par les sympathisants et militants du parti UNIR (majorité présidentielle) a été l'occasion de remercier Faure Gnassingbé pour ce choix.

Mais au-delà, les participants ont salué la détermination du chef de l'Etat en faveur d'une politique de développement qui vise en particulier les régions rurales.

Le 1er vice président du parti, Yaovi Attigbé lhou, a remercié au nom de Faure Gnassingbé, le peuple Akebou pour avoir donné la majorité à UNIR à l'Assemblée nationale. « Restez soudés et mobilisés pour les prochaines échéances », a martelé M. lhou.

Le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs Kossivi Innocent EGBETONYO a demandé le dimanche 3 mars dans ce canton à Djon un une messe d'action de grâce et de prière pour remercier Dieu pour son entrée au gouvernement après les législatives du 20/12/2018.

Lors de cette messe d'action de grâce et de prière, l'officiant père Opekou Michel de la paroisse saint Michel Archange de Djon et Kotora de Kougnohou s'est inspiré des livres de l'Évangile selon Luc au chapitre 6 versets 39 à 45 et des lettres de St Paul aux corinthiens chapitre 15 versets 54 à 58 pour inviter les participants d'avoir un sens de discernement élevé pour déceler le vrai du faux, de se remettre en cause avant d'accuser les autres et exhorté tout le monde à être un enfant de lumière. Il a indiqué l'on reconnaît un bon arbre par son fruits.

Cette assemblée a saisi l'occasion pour prier pour le chef de l'État et son gouvernement qui ne ménage aucun efforts pour le développement du pays. Elle également prié pour que leurs fils ministre Egbetonyo puisse honorer à la confiance qui lui a été confiée pour l'intérêt du Togo et de l'akekou en particulier.

En marge de cette messe, un meeting a été animé pour remercier les sympathisants et adhérents du parti pour la confiance faite à unir lors des législatives du 20/12/2018 dont les



fruits son la nomination du ministre Egbetonyo fils de l'akebou. le 1er vice président du parti UNIR Mr yaovi Attigbé lhou à au nom du président du parti son excellence Faure Gnassingbe remercier le peuple Akebou pour avoir donné la majorité au PR afin d'accomplir sa politique de paix et de développement. il les a invité à être soudé et à se mobiliser pour d'autres victoires au cours des prochaines échéances électorale. quant au ministre Egbetonyo, il a rendu un hommage vibrant au PR pour la confiance placée en lui et promis d'oeuvrer à la consolidation de la politique du PR. divers cadeaux ont

été offert au nouveau ministre. Il faut noter que la veille un accueille en pompes et chaleureux a été organisé par le peuple Akebou à Kougnohou et à Djon pour le ministre Egbetonyo dans une ambiance de satisfaction, de fête de gaieté aux son des danses traditionnelles du terroir. Soulignons que cela faisait 33 ans qu'aucun fils de l'Akebou n'a jamais occupé un portefeuille ministériel. Cela explique cette liesse et ambiance et joie des populations.

**CHRONIQUE SUR LA JOURNÉE DE LA FEMME**

**Mes jours, tout un combat !**

**Je suis la femme, l'un des êtres de l'humanité dont la genèse n'a pas une source unanime. Que ce soit sur le plan scientifique ou biblique, deux êtres différents sont identifiés : une femme et un homme. Dans les lignes du livre de la genèse nous pourrions lire : « Dieu dit : Faisons les humains à notre image ... homme et femme il les créa ».**

Il est dit aux termes de l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) du 10 décembre 1948 que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ». Ma différence de sexe qui se traduit par la différence des hormones (selon les études biologiques), je la vie chaque jour comme un combat. L'être qui a fait croire en l'égalité de tous les êtres humains a fait naître des concepts divers dont le concept du genre (féminin et masculin). L'égalité de genre, le fait de fournir aux femmes et aux hommes les mêmes droits,

opportunités, ressources dans tous les domaines fit son entrée dans l'univers des mots et groupe de mots. L'humain loin de maîtriser son propre concept en rajoute un nouveau : l'équité de genre, le fait d'avoir un traitement différencié entre femmes et hommes pour corriger des inégalités de départ et atteindre l'égalité. A cette imagination le masque d'illusion de la femme tombe car l'inégalité fait son pain quotidien. L'on attache au genres des différences psychologiques, intellectuelles ou affectives. La femme est l'être qui change son nom pour celui de son homme, accomplit en plus de sa profession les tâches ménagères sans pouvoir se faire entendre pour la fatigue. L'égalité prônée par l'univers

humain est dans le fait que je n'ai pas le droit à la terre, à l'héritage même si aujourd'hui l'on tente d'y remédier sous des cieux. Au nom de l'égalité ou de l'équité la femme est constamment trompé en amour sans pour autant trouver de raison de se plaindre, drouver ou rejeté pour insister sur l'infidélité de son homme ou si elle venait à commettre le même acte. Même si selon les sires de Anatole France le monde est une œuvre de la femme, elle n'est réduite qu'à faire des enfants ou autres travaux jugés à elle confié par l'autre sexe. De la différence de sexe, la femme est arrivée à une multitude de différence et tout ceci par l'œuvre humaine et c'est qui amène Jean Rostand à affirmer que « l'éternel masculin et l'éternel féminin sont, pour une large part, l'œuvre des contingences sociales, et rien n'est plus malaisé que de démêler, dans l'empreinte sexuelle, ce qui appartient en propre à l'animal masculin et à l'animal féminin ». De toutes ces différences, certains hommes pensent éradiquer les inégalités en défendant

les droits de la femme. C'est ainsi que la journée internationale de la femme est instituée mais au-delà la femme est toujours en proie. La défense des droits des femmes devient une belle opportunité d'affaire et des milliers de projets fusent de partout pour décrocher des fonds faramineux et laisser pour la plupart la femme dans son état initial. Tant que la femme ne prendra pas en main son destin, la défense de ses droits continuera par être une opportunité de bonnes affaires aux personnes dont les objectifs sont ailleurs sous le manteau de la défense féminine.

L'on est prêt à crier sur tous les toits l'égalité et l'équité genre mais loin de faire vivre à la femme le minimum de joie venant de ces concepts. Loin de peindre en noir le tableau des hommes, la femme dont les journées sont plus qu'un combat sortira de son utopie pour voir se lever à l'horizon le soleil de son indépendance et son épanouissement.

TETEA. Flora

**SOCIÉTÉ**

**L'ADT-France et Les Amis du Village Togo créent le jumelage entre l'EPP Sanguéra-Sanyrako et l'EPP Leny Escudero de la Baconnière**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de partenariat signé en 2018 entre l'Association pour le Développement du Togo ADT-France et l'Association Les Amis du Village AVI-Togo, une première action conjointe a été menée ce lundi 25 février 2019 dans le village de Sanyrako à Sanguéra, (environ 20km) de Lomé la capitale togolaise. L'objectif de cette mission est d'échanger avec les autorités traditionnelles du canton de Sanguéra et les premiers responsables de l'Ecole Primaire Publique de Sanguéra-Sanyrako sur une possibilité de jumelage entre ladite école et l'Ecole

Elémentaire Publique Leny Escudero de France. Nous n'avons jamais eu de telle opportunité dans notre établissement et c'est une grande joie pour nous vous accueillir et d'apprendre cette bonne nouvelle, s'est réjoui M. TEMKPOR, Directeur du groupe A. Une visite en salle du CM1 a permis aux deux partenaires : Erick MATCHAME et Abel ZINDODJI, respectivement Président de l'ADT-France et AVI-Togo de toucher du doigt les réalités de cette école.

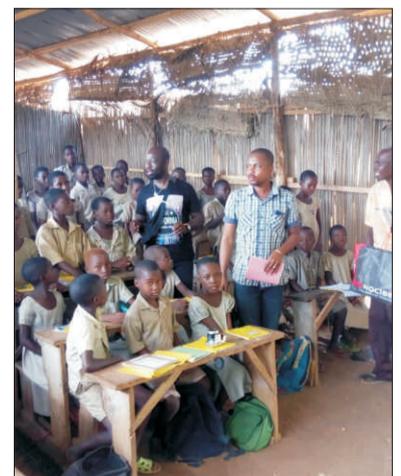
L'EPP Sanguéra-Sanyrako A/B compte douze classes avec un instituteur par classe. Sur les douze salles de cours, seulement six sont en durs et les autres

en paillassons et dans un état dégradé avec insuffisance de table-bancs.

En illustration, la classe du CM1/A compte 75 élèves entassés en 3 voir 4 par banc avec un seul instituteur titulaire. La moyenne d'âge est comprise entre 8 et 16 ans.

Nous allons ensemble avec l'aide de l'école Leny Escudero de France et bien d'autres partenaires d'ici et d'ailleurs, apporter un soutien à ces enfants, a déclaré Erick MATCHAME à l'issue de la visite qui s'est achevée au palais royal du chef canton de Sanguéra, Togbui Dosseh HOUNKPETOR IV.

Abel





# Le président Faure Gnassingbé dote son pays d'un ambitieux plan national de développement (PND)

Le président togolais, Faure Gnassingbé, a procédé lundi 4 mars 2019, à Lomé, au lancement officiel du plan national de développement (PND, 2018-2022) de son pays, a constaté l'agence de presse panafricaine African Daily Voice (ADV).

«Le plan national de développement (PND) porte de grandes ambitions. Ce n'est pas juste un plan de plus. Ce n'est pas non plus un outil de théoriciens qui seraient les seuls à pouvoir en parler», a déclaré Faure Gnassingbé lors de la cérémonie d'ouverture.

Selon le chef de l'Etat togolais, «le PND est formulé dans une démarche inclusive et cohérente, dont la trame demeure la recherche de meilleures conditions de vie pour nos populations».

Le nouveau PND est un référentiel ambitieux basé sur la vision à long terme du pays. Ce programme donne la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous, peut-on lire dans le document stratégique consulté par l'agence de

presse ADV. Il répond aux défis mondiaux, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.

«Les ressources publiques sont rares et il est impératif d'en rationaliser l'utilisation pour parvenir aux fins que nous nous sommes fixées», a précisé M. Gnassingbé. Avant d'ajouter que «les appuis extérieurs demeurent des catalyseurs importants» pour financer le PND. Le PND togolais va coûter environ 4 622 milliards de francs CFA. Placé au cœur de cette stratégie de développement, le secteur privé jouera un rôle prépondérant. Les privés devraient apporter environ 2999,1 milliards de FCFA, soit 65% du coût global du PND. L'Etat contribuera à hauteur de 1623,1



milliards de FCFA, représentant 35% de l'enveloppe globale nécessaire au financement de ce programme quinquennal.

Enfin, le président Faure Gnassingbé a souligné que le «développement est avant tout un processus endogène par lequel nous devons coordonner nos actions et légitimer nos choix en

mettant l'accent sur la rigueur et la bonne gouvernance».

«La République est riche de chaque fille et de chaque fils qui travaille à sa grandeur. Personne ne sera laissé de côté», a affirmé M. Gnassingbé dans un plaidoyer pour l'unité nationale et la paix.

«Les grandes rivières sont faites de

petits ruisseaux. Nous avons tous une note à jouer dans la partition qui célèbre les mérites de notre pays. Si l'une d'entre elles vient à manquer, la mélodie s'en ressentira forcément», a-t-il insisté.

T.B.

## Les jeunes entrepreneurs insistent sur la nécessité d'instaurer des réflexes de transparence

«Le changement de paradigme économique qu'implique la mise en œuvre du PND doit conduire à la prise de conscience collective sur les enjeux de notre vivre-ensemble et de notre destin commun», a déclaré lundi Dovi Koudou, promoteur de NatuThé Kinkéliba et porte-parole des jeunes entrepreneurs lors du lancement officiel du Plan.

M. Koudou qui s'exprimait au nom de la vendeuse d'Ayomolou de Tsévié, du soudeur de Bassar, de la commerçante du grand marché, de l'étudiant de l'Université de Kara, du Zémidjan du marché d'Atakpamé, de l'élève du CEG de Bè-plage... bref, au nom de toutes les composantes s'est félicité de l'ambition du gouvernement de créer d'ici 2022 plus de 500 000 emplois. «Nous sommes pour notre part déjà mobilisés à jouer notre partition pour un avenir meilleur, une stabilité économique et un rayonnement régional de notre Denyigban», a-t-il déclaré.

Ces dernières années, poursuit-il, deux concepts sont souvent revenus dans les programmes du gouvernement : «la croissance inclusive» et la «prospérité partagée».

«En ce sens, nous pouvons reconnaître que les autorités de notre pays ont entrepris d'importantes actions visant à l'amélioration des conditions de vie». «Ceci par un meilleur accès aux services financiers de soutien à nos entreprises, une meilleure prise en compte des jeunes dans l'attribution des marchés publics, davantage d'inclusion des populations vulnérables...»

«Nous sommes heureux de constater que le Chef de l'Etat ne se contente pas des nombreux résultats de sa politique sociale sur le terrain», dit-il.

Le Plan National de Développement est une réponse aux nombreux défis que le Togo doit encore relever pour éliminer totalement la pauvreté au quotidien de certains de nos concitoyens.

### Transparence dans les actions

Si les jeunes entrepreneurs saluent l'engagement sur le terrain du Chef de l'Etat ou encore les nombreuses initiatives en leur faveur, ils souhaitent en retour plus de transparence dans la gestion des projets et programmes.

«Nous souhaitons respectueusement, appeler votre attention, Excellence Monsieur le Président de la République, sur la nécessité d'instaurer autour de la mise en œuvre du PND des réflexes de transparence et de reddition de compte tant pour la planification des actions que pour les conditions de bénéfices des opportunités qui en découleront et des résultats effectivement obtenus», a déclaré M. Koudou dans son intervention

Pour ce qui concerne la création des 500 000 emplois d'ici 2022 dans divers domaines, le porte parole des jeunes entrepreneurs a rappelé à l'autorité un travail en amont en direction des jeunes. «Une connaissance préalable

de ces domaines par exemple et des conditions de bénéfice de ces emplois pourra aider la jeunesse à mieux s'organiser afin de mieux saisir les opportunités», a-t-il martelé en présence de Faure Gnassingbé. «Car certains de ces emplois échappent malheureusement à la jeunesse, faute de formation qualifiée, ou de nombre d'années d'expériences parfois exigées», ajoute-t-il.

Il en est de même pour la qualification et l'expérience des entreprises locales pour certains types de travaux, offres de services et de prestations qu'induirait la mise en œuvre du PND.

«Il nous semble utile d'attirer respectueusement votre haute attention sur ces aspects et de bien d'autres qu'il sera long d'évoquer ici et qui, s'ils sont bien examinés, aideront à accroître l'impact de la mise en œuvre du PND sur nos populations dont le bien-être vous préoccupe au plus haut point», a-t-il précisé.

### La réponse de Faure Gnassingbé

Pour le chef de l'Etat, la jeunesse togolaise est brave, engagée et désireuse de s'épanouir en participant à la construction nationale. «Elle ne demande pas l'aumône mais de

l'éducation, de la formation et un contexte socio-économique motivant», a-t-il déclaré ajoutant que le modèle vers lequel «nous tendons avec le PND est justement celui-là»

«Les forces vives n'ont pas besoin d'être assistées, mais reconnues à leur juste valeur et considérées comme des acteurs de développement à part entière. Ce modèle a pour socle la stabilité de l'Etat stable, la cohésion sociale et l'engagement des citoyens», a déclaré Faure Gnassingbé qui a une nouvelle fois insisté sur la préservation de la paix.

«Sans la paix et un environnement rassurant, nous ne serons pas capables d'attirer les importants investissements nécessaires aux grands projets structurants du PND. Si nous voulons nous affirmer comme une destination de choix pour les capitaux privés dont nous avons besoin, nous devons à tout prix préserver notre pays des soubresauts et des violences qui paralysent durablement l'économie. Dans le contexte très concurrentiel que connaissent les États aujourd'hui, nous avons la chance de pouvoir faire de la paix et de la sécurité des avantages comparatifs pour le Togo», a martelé le Chef de l'Etat.

## Houngbo: «On peut créer jusqu'à 750 000 emplois d'ici 2022»

Très optimiste, l'ancien premier ministre du Togo, Gilbert Fossoun Houngbo, également président du FIDA est persuadé que le Plan National du Développement (PND) lancé ce lundi à Lomé peut aller bien au-delà des objectifs fixés.

«On peut même créer jusqu'à 750 mille emplois d'ici 2022, aller au-delà des 500 mille prévus. C'est possible», a-t-il lâché sur un panel qui a précédé le lancement du PND par le président Faure Gnassingbé.

Pour y arriver, la jeunesse aura un grand rôle à jouer : faire preuve d'initiatives, d'audace et créer

d'avantage d'emplois, surtout dans la chaîne alimentaire.

«Nos jeunes doivent identifier les éléments porteurs dans l'agriculture (axe 2 du PND), saisir des opportunités qu'offrent les chaînes de valeur, développer des produits compétitifs sur le marché», souligne le patron du Fonds International de développement agricole.

L'agriculture contribue à 25% au PIB et occupe les 2/3 de la population qui vit en milieu rural, ce qui, selon lui suppose l'accompagnement de ce secteur dans la lutte contre la pauvreté.

Il exhorte le secteur privé, les banques, les investisseurs à s'intéresser à ce secteur à forte valeur ajoutée.

«Le Togo a un avantage comparatif avec le nouveau plan. Il doit penser à la concurrence en termes de mobilisation de ressources sur le marché, se montrer performant, transparent dans la gestion des fonds qui seront mobilisés. Le PND restera un document dynamique», martèle-t-il.

«A chaque fois que nous portons des énergies contre-productives, on fait plus place aux concurrents. Peu

importe les différences, faisons place à l'intérêt national, faisons place à l'avantage comparatif», a-t-il plaidé.

«Le meilleur moment pour préparer l'avenir, c'est le présent. Notre jeunesse -avec son dynamisme, ses attentes et ses rêves- constitue à cet égard l'incitation majeure qui nous pousse à faire plus et mieux pour maintenir l'espoir et travailler sans relâche à des lendemains meilleurs», a déclaré pour sa part, Faure Gnassingbé.





# Les craintes d'un décret présidentiel sur les terres agricoles

**Les faits. Un décret pris en conseil des ministres cette semaine fixe les modalités de mise en valeur des terres rurales agricoles autres que celles appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales.**

## Un pas vers la sécurité alimentaire au Togo

Le décret tire sa genèse de la loi n° 2018-005 du 14 juin 2018 portant code foncier et domanial et concourt à la bonne mise en œuvre de la politique agricole nationale en prescrivant des normes, notamment ; celles relatives à la mise en valeur et à la gestion des terres rurales.

"Le décret fixant les modalités de mise en valeur des terres rurales agricoles autres que celles appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales fixe les conditions dans lesquelles doivent être mises en valeur sous peine de voir attribuer son exploitation à toute personne qui en fait la demande avec obligation d'engager la mise en valeur selon les conditions du bail. Il assure le développement de l'agriculture et permettra de lutter contre la spéculation foncière", précise le communiqué officiel.

## Un grand pas vers la sécurité alimentaire

Unaniment, le décret présidentiel est salué par divers acteurs avisés du milieu agricole qui soulignent que c'est un grand pas vers la sécurité alimentaire.

"Ce décret est une très bonne chose car il permet à l'Etat de pouvoir stimuler l'exploitation des terres et surtout par ricochet pouvoir augmenter la production alimentaire. Il ressemble un peu à ce qui se fait au Rwanda d'ailleurs déjà. Au Rwanda, la Commission foncière au niveau du District et de la Ville effectue périodiquement un contrôle de la conservation effective et de l'exploitation des terres appartenant aux personnes privées et de celles de location situées sur l'étendue territoriale du District et de la Ville", se félicite Dieudonné Kabkia, Enseignant-Chercheur à Dakar au Sénégal.

"Cette commission transmet un rapport annuel de ce contrôle à l'autorité administrative du District et aux autorités habilitées à accorder la cession ou la concession du domaine privé à

l'Etat. Ces autorités peuvent prendre à l'encontre du propriétaire ou du concessionnaire défaillant, les mesures de conservation et d'exploitation des terres prévues", détaille-t-il.

Halourou MAMAN, Docteur en Histoire Moderne et contemporaine qui a fait sa thèse sur les "Politiques agricoles et sécurité alimentaire au Togo : de la colonisation à 2012" pense que c'est aussi une très bonne nouvelle.

"L'idée, c'est de démocratiser les terres (c'est à dire, rendre la terre accessible à tous ceux qui ne sont pas propriétaire terriens mais qui ont la capacité financière et matérielle de la mettre en valeur) afin de mettre les terres togolaises au service du développement agricole. C'est avec ces terres par exemple qu'on a créé les ZAAP (Zone d'aménagement agricole planifié). Ce nouveau décret veut en fait permettre aux privés qui ont les moyens financiers et matériels de créer des fermes agricoles ou autres et qui ne sont pas propriétaire terrien de bénéficier de ces terres vacantes pour le réaliser", souligne-t-il.

Christopher DEGBOEVI, spécialiste en l'Ingénierie Agronomique et de la protection des végétaux ajoute que cette "nouvelle disposition serait la bienvenue et la mise en valeur des terres agricoles par les personnes qui en sont dépourvus au détriment de ceux qui l'accaparent sans l'exploiter espérant spéculer sur ses terres les années à venir".

"Cela amènerait ceux qui en disposent à plus d'investissements pour exploiter ces parcelles et produire plus afin d'assurer une disponibilité alimentaire et créer des emplois. Cela nécessiterait beaucoup plus de moyens pour une mise en valeur de ces terrains ruraux et des financements avec des conditions alléchantes seront certainement attendus de l'Etat par les propriétaires de ses parcelles pour la réalisation effective de leurs projets agricoles", s'est réjoui Christopher.



## Une terre rurale, c'est pour exploiter...mais ?

Si cette volonté manifeste de l'Etat Togolais de partir en guerre contre les terres rurales non exploitées est à saluer, quelques craintes subsistent.

Selon certains observateurs, "il ne faudrait pas que ce tel décret puisse être un bâton pour taper les plus pauvres, car derrière la non-exploitation de la terre peut se poser un problème de moyens financiers ne permettant pas à la famille de pouvoir l'exploiter".

"Sachant bien qu'au Togo, la terre c'est une richesse et un héritage que l'on vend pour subvenir aux besoins de la famille, attribuer la terre non exploitée à autrui peut entraîner un climat de psychose. Ceci va amener plutôt les propriétaires de ces terres à préférer les vendre tout de suite comme on peut le voir un peu partout au Togo non seulement aux multinationales en vue de produire et d'exporter", préviennent-ils.

"Sinon, quand le propriétaire va se sentir en danger de se voir attribuer son terrain à autrui, il va privilégier le vendre moins cher. Le problème est encore beaucoup plus important car on sait que les cadres occupant les postes importants achètent des terres pour assurer leur retraite, ces terres achetées généralement sont des fois sous exploitées ou carrément pas exploitées. On espère que la loi pourra réellement aussi être forte pour pouvoir agir sur cette catégorie de propriétaire terrien", ajoutent-ils.

Ils soulignent qu'"une chose est d'acquérir les terres rurales, une autre est de disposer des capacités financières pour les exploiter dans l'immédiat".

"Un autre aspect, c'est que des communautés rurales ayant vendu leur portion de terre introduiraient les demandes pour revenir les exploiter étant donné que la nouvelle disposition légale le leur permet", indiquent-ils.

En réalité, la loi n° 2018-005 du 14 juin 2018 portant code foncier et domanial n'est que la continuité de la loi du 12 juin 1974 portant réforme agro foncière.

Elle avait divisé les terres du Togo en 3 catégories : les terres acquises par l'Etat (les réserves) ; les terres appartenant aux collectivités locales (celles que mettent en valeur les propriétaires terriens) et les terres vacantes (celles appartenant aux collectivités locales mais qui ne sont pas mises en valeur par elles durant au moins 5 ans. Exemple d'une terre non cultivée durant 5 ans, elle n'appartient plus aux collectivités locales, elle tombe dans les terres vacantes).

"L'application de cette loi a toujours buté sur le refus de collectivités locales de reconnaître la vacance des terres qui ne sont pas mises en valeur durant 5 ans. C'est la principale cause pour laquelle, cette réforme foncière peine à être réalisée depuis 1974", rappellent-ils.

## Ce que l'Etat pourrait également faire..

De l'avis général, les analystes pensent qu'il faudrait en plus de cette loi novatrice, plutôt encourager et sensibiliser les propriétaires terriens à ne pas vendre, mais plutôt à instaurer un système de bail des terres mais cette fois de façon volontaire.

"Il faut au lieu de chercher à forcer à attribuer la terre à autrui, sensibiliser ceux qui en ont à plutôt de bailleur ces terres. Les modalités d'application du décret devront donc être claires pour ne pas créer d'autres conflits en milieux ruraux", suggèrent-ils.

In fine, l'Etat Togolais a posé un pas louable en encourageant l'exploitation des terres rurales agricoles. Toutefois, Il faut beaucoup plus que les politiques agricoles prennent plutôt en compte les raisons de la non mise en valeur des terres au rang desquelles figurent naturellement le manque de moyens financiers.

Les efforts peuvent être consentis pour mettre davantage de paysans en coopérative, intensifier l'aide agricole et les prêts agricoles, les aider à améliorer leur gestion des fonds issus des récoltes, acheter à des prix raisonnables leurs récoltes. La réussite du MIFA S.A (mécanisme incitatif de financement agricole) sera un salut pour les agriculteurs.

Source : agridigitale

# Le Magnan Libéré

Confiez-nous vos publicités et reportages

+228 90 85 85 22

+228 23 20 85 22



# ON DIT QUOI

## La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

« a C14 est un don de ciel ». Hmmm ! Il faut être un Antou la Folie pour tenir ces genres de propos. Si pour lui, la C14 est un don du ciel ce n'est pas le cas pour les autres. Même dame « Adjama Gbakpo » ne le dira pas ainsi. Tout montre que lui, le chef de l'UDS-Togo, un parti dont les membres ne se limitent qu'à sa seule personne tire son épingle de jeu à travers les fonds envoyés par la Diaspora. Sinon en quoi et pour quelle raison la C14 est un don du ciel. Vraiment, on aura tout vu dans ce rectangle de pays. Ce « Antou la Folie » là est l'un de ceux qui ont fait couler la C14. Leur manière de communiquer et leur façon de se comporter ont dégoûté plusieurs des membres de ce regroupement. Lorsqu'on arrive à



profiter d'une situation par l'effet de la masse et que par des zèles parce qu'on a la gueule on ne peut que tirer ces genres de conclusion. Lorsqu'on parle de quelque chose que c'est un don Dieu, c'est que Dieu lui-même a mis sa mis sur ça pour la bénir afin d'obtenir des résultats probants. Mais ici,

qu'est ce que ce regroupement de 14 partis politiques a apporté dans le changement du Togolais. Rien que des morts, des blessés, des mutilés à vie et des prisonniers à vie. Faire subir la souffrance aux populations pour ses intérêts c'est le don du ciel ? Quand même ! Il faut au moins respecter l'intelligence du Togolais. Faire sortir des gens qui vont humer du gaz lacrymogène et qui rentrent chez dans des conditions que l'on sait et Monsieur vient nous parler d'un don du ciel. Qu'est ce que la C14 a obtenu comme résultat ? Reformes, zéro, Retour à la Constitution de 92, nada, boycott des législatives pour tout perdre à l'Assemblée nationale, c'est ça le don du ciel ? Si on n'a rien à dire, on se tait.

## Courtes contre la montre

### Ira ou pas ?

La C14 qui est désormais réduite à 9 ?, a encore recommencé avec ses tergiversations. Lorsqu'on leur dit que le radicalisme ne mène à nulle part, certains de ce regroupement de partis politiques croient qu'on les critique. Quand on crée un parti politique, la finalité c'est d'aller conquérir le pouvoir et l'exercer. Mais au Togo, ce n'est pas le cas. Il y a certains qui se sont lancés en politique rien que pour insulter et faire carrière dans l'opposition. Aucune vision, aucun objectif politique. Les gens préfèrent faire carrière dans l'opposition. Et c'est dommage. C'est d'ailleurs ce qui est à la base de nos problèmes aujourd'hui. Et puis lorsqu'on prend bon nombre de ces leaders politiques aujourd'hui aucun d'entre eux n'a une expérience en matière de gestion d'hommes. C'est la raison de cet amateurisme qui caractérise les politiciens togolais. Alors que dans d'autres pays, les partis politiques se battent pour aller aux différentes élections ce n'est pas le cas ici. La dernière preuve a été faite pour les législatives du 20 décembre dernier. Des partis qui sont à même de remporter des sièges à l'Assemblée nationale ont décidé de les boycotter sous des prétextes fallacieux. Eh fallacieux parce qu'ils n'ont pas les moyens de leur politique. Aujourd'hui encore on parle des élections locales et certains se permettent de crier que sans reformes aucune élection n'aura lieu au Togo. Mon œil. On dirait que ce sont les reformes qui vont donner quelque chose par rapport aux résultats des élections. Tout donne l'impression que ces partis ont décidé de rester dans l'amateurisme sans réfléchir. En tout cas, ils n'ont qu'à continuer à étaler la natte au pouvoir. Ça fait leur problème.

### Encore des exigences farfelues !

Il y a seulement quelques jours l'Assemblée nationale a lancé un appel à candidature pour le renouvellement des membres de la CENI. Cet appel concerne uniquement les partis extraparlamentaires et la société civile. Ceux qui sont intéressés par cet appel doivent déposer leur dossier de candidature au plus grand tard le 06 mars 2019. Mais il semble que nos amis de la C14 demeurent toujours dans leurs errements. Pour la recomposition de la CENI, ils exigent que ce soit la CENI de la feuille de route tracée par la CEDEAO qui soit reconduite. Et que les 8 personnes qui avaient été désignées du côté de la C14 soient immédiatement reconduites. Merde alors. Dans quel pays une feuille de route surclasse une loi nationale. Et puis la CEDEAO a d'ailleurs déclaré la fin du mandat de sa mission au Togo. Cette feuille de route est caduque. Ce qu'il fallait faire dans cette feuille de route a été fait. La page est tournée et il faut regarder de l'avant. Le Code électoral est là et fixe les conditions dans lesquelles les membres de la CENI sont désignés. Elle se compose de 17 membres. 5 désignés par la majorité parlementaire, 5 par l'opposition parlementaire, trois venant des partis extraparlamentaires à être élus et trois de la société civile à être élus à tous ses membres viendra s'ajouter le représentant de l'administration. Il faut respecter la loi de la République au lieu de rester encore là à tergiverser.

### Les déballages

Eh oui ! Les Togolais attendent de voir ces déballages annoncés par la dame Adjamagbo Johnson. Elle a parlé d'un grand déballage au sortir de leur conclave ou réunion de réflexion à laquelle n'ont pas pris part cinq partis politiques pour des raisons qui leur sont propres. Depuis ces journées de réflexion, la C14 qui est habituée à des déclarations intempestives à travers des sorties médiatiques est devenue muette comme une carpe. L'on ne sait rien des décisions de cette journée de réflexion. On nous dit qu'on veut aller les soumettre aux boycotteurs avant de voir la conduite à tenir. Comment peut-on aller imposer quelque chose à quelqu'un qui n'a pas pris part à une réunion ? Et dans le même temps, c'est la coordinatrice de la C14 qui menace les autres de faire des déballages au cours d'une rencontre avec la presse. Eh bien les Togolais attendent ces déballages là. Et c'est dans l'attente de ces déballages que le PNP de Tikpi Atchadam qui avait prévue une conférence de presse pour faire connaître sa position par rapport à ce regroupement, a dû reporter sa conférence de presse en attendant de voir et d'entendre ce que la dame Adjamagbo et les siens vont débiter comme déballages. Hmmm ! Togo Togo !

## OTR

### La contribution des recettes fiscales au budget national attendue à 669 milliards FCFA



Pour le compte de l'année 2019, l'Office togolais des recettes (OTR) devra mobiliser 669 milliards FCFA de recettes fiscales, destinés à l'Etat, conformément aux objectifs assignés par le gouvernement. C'est ce qu'a laissé entendre le Commissaire général de l'office, Kokou Tchodié, à l'occasion d'une rencontre avec les principaux responsables de l'institution,

destinée à passer en revue les actions menées et définir de nouvelles orientations. Selon le n°1 du fisc togolais, la réussite des objectifs de cette année, passera surtout par une amélioration de la gouvernance au sein de l'office. La « tolérance zéro » à la corruption, la promotion du civisme fiscal ainsi que l'équité fiscale devraient être les maîtres mots de cette campagne de mobilisation de

recettes, qui doit servir essentiellement à soutenir les dépenses budgétaires estimées à près de 895 milliards FCFA cette année. En rappel, d'après la loi de finances rectificative 2018, la contribution des recettes au budget national s'élevait à 616 milliards FCFA.

## Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

### Directeur de Publication

Abass ISSAKA  
90 16 49 87 / 90 85 85 22

### Mise en page :

A. Maxime (91 08 91 02)

### Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

### Responsable commercial

Bertine ADJAHO  
90 36 97 10

### Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



## AFFAIRE DES GRANDS DÉBALLAGES :

# Le PNP attend Mme Adjamagbo et les siens au carrefour

## La Coalition reporte une fois de plus sa conférence de presse à une date ultérieure

Le Parti national panafricain (PNP) a décidé de procéder au changement de son programme prévue pour sa rencontre avec la presse annoncée samedi par Ouro-Djikpa Tchatikpi. En effet, C'est mardi que devrait avoir lieu ce face à face avec les hommes des médias pour le grand déballage, mais le rendez-vous a été reporté

Enfin, c'est ce jeudi 7 mars que va se tenir cette conférence que la presse attend de pied ferme. Les responsables de la formation politique de Tikpi Atchadam n'ont donné aucune raison qui justifie ce report. Mais les supputations indiquent que le PNP a voulu d'abord écouter ce que les autres leaders de la Coalition des 14 ont à dire aux Togolais.

En effet, la semaine dernière, la Coordinatrice de la Coalition des 14 annoncé des déballages au cours d'une conférence de presse qui se tiendra cette semaine. On en sait un peu plus sur la date l'événement.

La Coalition des 14 «vous convie cordialement à la conférence de presse qu'elle anime demain à 10 h au siège de la CDDA sis à Akassimé. Une fois encore, nous saluons tout l'accompagnement que vous nous apportez dans cette longue lutte pour l'alternance démocratique pacifique dans notre pays», a annoncé Francis Pedro Amuzu, à travers les réseaux sociaux ce matin.

C'est clair que la Coalition des 14 a déjà arrêté le jour pour son grand déballage. Pour certains, connaissant la date de la conférence de presse du regroupement de partis auquel il appartient, le PNP veut observer ses camarades à travers les déclarations qu'ils feront demain, avant de rebondir jeudi. Mais à travers une information venant de

Francis Pedro ce mercredi 6 décembre, la conférence de presse de la C14 prévue ce mercredi 6 mars à 10 h est reportée à une date ultérieure. Le PNP va-t-il encore renvoyer sa conférence de presse ? Puisque le parti de Tikpi Atchadam attendait d'entendre ce que Adjamagbo et les siens allaient dire. Dans tous les cas, nous on va croiser les doigts et attendre aussi.

En tout cas, grand déballage ou pas (dans les deux côtés), ces gesticulations ne font pas une bonne publicité pour la mobilisation des Togolais contre le régime de Faure Gnassingbé qui observe et se frotte les mains.

### Les vraies raisons de la fronde du PNP contre la C14

Au cours d'une des réunions hebdomadaires du Parti national panafricain (PNP) organisée le week-end dernier à Lomé, les leaders de cette formation politique ont accepté d'évoquer les raisons qui ont motivé leur absence au conclave organisé par la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition (C14), les 20 et 21 février 2019.

L'initiative du conclave, selon le conseiller du président national du PNP, Ouro Djikpa TCHATIKPI, ne venait pas du PNP. Ça a été «une idée d'un certain nombre de partis de la Coalition. Et il était prévu à l'ordre du jour, de restructurer la coalition, de



créer une alliance électorale pour les élections locales et présidentielles de 2020 et signer une charte de la Coalition», a-t-il avoué à radio victoire Fm.

Mais le PNP est en désaccord avec les points inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre, a révélé M. Ouro Djikpa TCHATIKPI à la presse. Pour lui, ce n'est pas la structuration qui a manqué à la Coalition pour la conclusion de sa lutte, mais une stratégie pour la généralisation de la contestation sur l'ensemble du territoire togolais.

«Pas besoin d'une charte, car la coalition est un groupe pour une unité d'action. Les élections ne sont pas encore à l'ordre du jour», a souligné celui-ci. Ce qui est l'urgence actuelle pour cette coalition, avance-t-il, ce sont les réformes devant mener au retour de la Constitution de 1992 et l'effectivité du droit de vote de la diaspora togolaise partout dans le monde.

«C'est pourquoi le PNP continue dans sa lancée de sensibilisation et de mobilisation», a-t-il indiqué. Ouro Djikpa TCHATIKPI a par ailleurs

exprimé ses félicitations à la Coordinatrice de la C14, Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson pour avoir assumé au mieux sa mission. «Elle a su bien conduire le groupe depuis sa prise de fonction, le 22 août jusqu'à aujourd'hui», a-t-il reconnu.

Au regard de tout ce qui précède, il y a des étincelles dans le ciel. Les Togolais attendent de voir comment les politiques ou du moins ceux qui avaient décidé de se mettre en regroupement de 14 partis politiques pour bouter hors Faure Gnassingbé du pouvoir avec des revendications aussi bancales que cette coalition, vont se manger.

Comme on l'a toujours relevé, on ne peut pas mélanger les torchons et les serviettes. En tout cas, tout ce qui s'est tramé au sein de cette coalition lors de sa lutte depuis le 19 Août 2017 jusqu'à ce jour finira par se savoir.

T. Bôdjôgèfi

## SENSIBILISATION

### Le processus de décentralisation au cœur des échanges entre gouvernement et les communautés de base

Le gouvernement togolais s'active à organiser courant de cette année les élections locales afin de mettre en œuvre sa politique de décentralisation. En attendant la tenue effective de ces scrutins, le ministère de la décentralisation organise à travers le pays des séances de sensibilisation et d'information sur la décentralisation au Togo. Lundi, l'équipe de sensibilisation a échangé avec les populations du canton de Bè.



Dans la suite des réflexions entamées lors de la première édition de juillet 2016 à Lomé, le forum du Bénin a été ouvert le 05 mars par les responsables de CICC (Togo, Bénin), IDEF, OPALF, OIF, la bâtonnière du Barreau de la Martinique et la Ministre des affaires étrangères du Bénin. Cette deuxième édition se tient après que celle de 2018 ait été repoussée pour des raisons involontaires. Avec des panels composés de plusieurs personnalités de divers horizons, grades différents sans aucune autre considération, les participants venus du Togo, Maroc, Burkina faso, Centrafrique, Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun, République démocratique du Congo, Sénégal, Niger, Mali, Guinée, Tchad, France, Martinique et du Bénin discutent de divers thématiques. Outre les présentations de thèmes : «leadership féminin en Afrique : freins et perspectives», «autonomisation de la femme pour un leadership féminin, parité et renforcement du statut juridique de la femme» et «leadership féminin : contribution de la jeune fille au développement socio-économique», les leaders auront des laboratoires de discussion autour de : «femme, entreprise et cadre de vie», «femme, travail et santé» et «parité, autonomisation et développement». En cinq jours de travail, les leaders participants (en majorité féminin) vont renforcer le leadership féminin pour une autonomisation de la femme et le développement de l'Afrique.

La deuxième édition du forum sur le leadership féminin a d'énormes défis à relever pour combler les attentes des participants. Dans une marche difficile, être un leader pour soi s'impose aux femmes qui ont besoin de prendre en main leur destin pour transporter des montagnes.

TETE A. Flora

TETE A. Flora

## BENIN / FORUM INTERNATIONAL SUR LE LEADERSHIP FEMININ

### Les femmes au cœur du développement de l'Afrique

Environ 150 (femmes, filles et hommes) prennent part du 05 au 09 mars 2019 en République du Bénin au forum international sur le leadership féminin et l'assemblée générale de l'Observatoire Panafricain du Leadership Féminin (OPALF). Les activités du forum se déroulent autour du thème : «Leadership féminin, autonomisation de la femme et développement économique de l'Afrique».

En collaboration avec ses partenaires, le CICC (Cercle d'Initiative Citoyennes pour le Challenge et le Changement en Afrique) vont enrichir les connaissances des leaders féminins venus de différents pays.

Dans la suite des réflexions entamées lors de la première édition de juillet 2016 à Lomé, le forum du Bénin a été ouvert le 05 mars par les responsables de CICC (Togo, Bénin), IDEF, OPALF, OIF, la bâtonnière du Barreau de la Martinique et la Ministre des affaires étrangères du Bénin. Cette deuxième édition se tient après que celle de 2018 ait été repoussée pour des raisons involontaires. Avec des panels composés de plusieurs

personnalités de divers horizons, grades différents sans aucune autre considération, les participants venus du Togo, Maroc, Burkina faso, Centrafrique, Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun, République démocratique du Congo, Sénégal, Niger, Mali, Guinée, Tchad, France, Martinique et du Bénin discutent de divers thématiques. Outre les présentations de thèmes : «leadership féminin en Afrique : freins et perspectives», «autonomisation de la femme pour un leadership féminin, parité et renforcement du statut juridique de la femme» et «leadership féminin : contribution de la jeune fille au développement socio-économique», les leaders auront des laboratoires de discussion

autour de : «femme, entreprise et cadre de vie», «femme, travail et santé» et «parité, autonomisation et développement». En cinq jours de travail, les leaders participants (en majorité féminin) vont renforcer le leadership féminin pour une autonomisation de la femme et le développement de l'Afrique.

La deuxième édition du forum sur le leadership féminin a d'énormes défis à relever pour combler les attentes des participants. Dans une marche difficile, être un leader pour soi s'impose aux femmes qui ont besoin de prendre en main leur destin pour transporter des montagnes.



CLAUDE LE ROY AFFÛTE SES ARMES CONTRE LE BÉNIN

Alexis Romao fait son retour chez les Eperviers

Le 24 mars prochain sera un jour important pour l'équipe nationale du Togo, les Eperviers. Elle affronte les Ecureuils du Bénin dans le cadre de la dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Egypte 2019.

Le sélectionneur national du Togo, Claude Le Roy a publié ce mardi, la liste des joueurs convoqués pour cette rencontre. Parmi ces joueurs, on note la présence de l'international togolais Alaixys Romao qui joue à Reims FC en France. Il est de retour après plusieurs mois d'absence.

Alaixys Romao est très sollicité ces derniers temps par son Club, Reims au sein de laquelle il fait une bonne performance. Ce qui joue en faveur de sa convocation par Claude Le Roy. Romao sera donc un atout pour les Eperviers le 24 mars prochain.

Voici donc la liste des joueurs convoqués Bassa-Djeri (Coton Sport, Cameroun) Barcola Malcolm (Olympique Lyonnais, France), Ogodjo Idrissa (Motema Pembe,

Angleterre), Dossevi Mathieu (Toulouse FC, France), Boukari Razak (Châteauroux, France), Romao Alaixys (Reims, France)



RDC), Djene Dakonam (Getafe, Espagne), Steve Lawson (Livingston, Ecosse), Wilson Akapkpo (Al-Shoula, Arabie Saoudite), Gbegnon Simon (Béziers, France), Ouro-Sama Hakim (Lille FC, France), Akoro Bilali (As Togo Port, Togo), Kouloun Maklibè (Dyto FC, Togo), Djoyagbo Kodjovi (As Togo Port), Floyd Ayite (Fulham,

Atchou Franco (Fremag, Denmark), Bebou Ihlas (Honovre 96, Allemagne), Sunu Gilles (BB Urzurumspor, Turquie), Mlapa Peniel (VVV Venlo, Pays-Bas), Fo-doh Kodjo Laba (Berkane, Maroc), Denkey Kevin (Béziers, France), Emmanuel Adebayor (Besaskhir, Turquie).

VIOLENCE SUR LES STADES

La Fédération togolaise de football met de l'ordre dans la cour

Les championnats nationaux de football du Togo ont été émaillés de violences dans certaines localités du pays. Après l'annonce du boycott des matchs par le corps arbitral d'une des victimes de ces violences, la fédération togolaise de football (FTF) a réussi à trouver un terrain d'entente avec l'Association Nationale des Arbitres de Football (ANAFoot) pour voir lever le mot d'ordre du boycott avant de se pencher sur le sujet de violence avec le ministre des sports lors d'une séance de réflexion. C'est ainsi que dans un relevé des décisions de la Commission de Discipline du 28 février 2019, la FTF sanctionne pour de l'ordre dans son championnat.



Les différents championnats nationaux tendent vers la fin et les violences se constatent de part et d'autre vu les enjeux devenus de plus en plus grands. La FTF en condamnant ces actes de violence a désiré décourager ces actes jugés saboteurs du championnat. Les esprits s'échauffent déjà aux matchs et les acteurs sont exposés à des risques sur les stades. A Kabou (Gbkinti - Gomido), à Dapaong (Foadan - Dyto), à Lavié (Kotoko - Arabia) et à Badou (Okiti - Ifodjè), les arbitres ont été pris en otage dans des scènes de violence qui ont mis leurs vies en danger et même des supporters, responsables ont

été pris à parti. Après les avertissements au lendemain des matchs de la 16ème journée de la première division, la FTF a invité les dirigeants de ses démembrements à veiller pour la sécurité des rencontres. Après l'ouverture des dossiers les sanctions ne se sont pas fait trop attendre. Il est à noter que la décision de discipline court des blâmes, amendes aux suspensions des aires de jeu. GBIKINTI FC pour sa part écope d'une amende d'un million de F CFA, une interdiction de jouer à domicile pendant deux ans, au remboursement des dépenses médicales supplémentaires

effectuées par les arbitres à Kara, de prononcer un blâme contre son Bureau exécutif etc. FOADAN FC autre versera une amende de cinq cent mille F CFA, une suspension du stade municipal de dapaong pendant UN an etc. Aussi KOTOKO FC à une amende de trois cent mille F CFA, une interdiction de jouer à domicile pendant six mois. Il faut noter que les clubs disposent de dix jours pour interjeter appel. Aussi le cas des violences au stade de Badou reste encore en instructions et les décisions dont attendus très prochainement. La 18ème journée du championnat national de première division et les journées de la deuxième division ont été plus ou moins saine (sans incident majeur) et l'on se réjouit tout en se demandant si les sanctions diverses pourront réussir à éjecter les violences des stades de football togolais.

TETE A. Flora

K
P
A
K
P
A
T
O
QUI T'A DEMANDÉ?
Mon ami, c'est comment ? Maintenant que « gouverne et mange » fait délocalisation du conseil des ministres là, je vois que doucement doucement ça va venir dans chez vous votre ville et puis toi aussi tu vas voir avec tes yeux et toucher avec ton doigt Faure, n'est-ce pas ? Donc il faut que tu n'as garder patience parce que ça va arriver. On dit souvent que la patience est un chemin d'or. Mon ami, quelqu'un m'a dit que un jour, un blanc demande à un africain : "on dit qu'en Afrique vous répondez à une question par une autre question. Es ce vrai ? " L'Africain répond : Qui t'a dit ça ? hahahaha ! Africain ne changera jamais. Ça là, ça me dépasse quoi. On dit qu'un homme était si jaloux de son nouveau-né qu'il a mis du poison sur les mamelons de la femme pendant qu'elle dormait. Le lendemain, leur chauffeur est mort d'empoisonnement. Kiakiakiakia ! Tu vois, les gens sont forts hein ! Un homme est en train de mourir du cancer, mais continue de dire aux gens qu'il meurt du SIDA. Son fils a demandé pourquoi à son père. Il a répondu: "Pour que quand je serai mort, personne ne couche avec ta mère." Hmmm ! les gens sont hein ! Les femmes aussi hein ! Une dame a perdu trois culottes chez elle et a blâmé sa femme de chambre devant son mari. La femme de chambre a dit "Monsieur. Vous êtes mon témoin, vous savez que je ne porte jamais de culotte!". Ne riez pas seul ! A la prochaine !

Togomètre

En forme

Le groupe Toofan
Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance au Togo (UNICEF) vient de nommer comme ambassadeurs nationaux de l'UNICEF, Master Just et Barabas du célèbre groupe togolais TOOFAN. Cette nomination intervient après une collaboration de plus de cinq ans du groupe avec l'UNICEF. En effet en 2013, les deux chanteurs avaient été retenus comme messagers de cette agence pour le lavage des mains. De cette collaboration était née la chanson « Se laver les mains », pour la promotion de l'adoption du lavage des mains à l'eau et au savon et avait accompagné tous les concours organisés dans le cadre de la célébration par le pays de la journée mondiale de lavage des mains. «Au vu de la qualité de la collaboration qui a existé entre TOOFAN et nous et surtout de leur niveau d'engagement pour la promotion des droits de l'enfant, en l'occurrence le droit à la survie et à un environnement sain, il était tout à fait normal que nous passions à une étape supérieure en leur confiant cette nouvelle charge qui est de devenir les porte-paroles de 48 pour cent de la population togolaise que représente les enfants », a dit le Dr Isselmou BOUKHARY, représentant résident de l'UNICEF au Togo. Les Ambassadeurs de l'UNICEF sont des personnalités connues et disposées à faire tout leur possible pour mobiliser afin de soutenir les actions de l'UNICEF envers les enfants. Ils démontrent un niveau élevé d'engagement par rapport aux problématiques liées à l'enfance et à l'organisation. Ils sont choisis entre autres parce qu'ils ont démontré un engagement actif pour promouvoir les droits des enfants et faire avancer la mission de l'UNICEF pour les enfants, efficacement et avec passion. Le groupe TOOFAN aura à conduire un certain nombre d'activités de plaidoyer et d'ordre social avec l'UNICEF sur la base du plan de travail qu'ils ont élaboré ensemble. Notons que le 20 Novembre dernier, l'UNICEF avait nommé la jeune Edwige Adjo Mensah, 23 ans, au rang d'ambassadrice de l'UNICEF pour les jeunes. La jeune Social Community Manager était d'ailleurs présente à cette conférence de presse.

En panne

La C14
Elle c'est le regroupement des partis politiques mis en place au lendemain de la révolution provoquée par Tikpi Atchadam et son parti le PNP. Cette coalition a beaucoup fait trembler le pouvoir, ruiner l'économie togolaise. Et dans ça, il y a un irresponsable qui a déclaré que le Togo nous appartient et nous allons le détruire pour le reconstruire. Aujourd'hui après sa grève de faim il se retrouve affaibli et en soins intensifs en Angleterre. Mais ses amis ne savent même pas s'il vit ou pas. Cette C14 sur laquelle ceux qu'elle appelle le peuple a mis sa confiance a fini par trahir ce « peuple ». Et cette Coalition se cherche aujourd'hui. Elle a tout boycotté et aujourd'hui, tout la boycotte. Elle se trouve dans de beaux draps. Le conclave qui a été organisé a sonné le glas de ce regroupement et les déclarations sortent de partout pour dénoncer la manière dont Jean Pie Pie et « Adjama Gakpo » a géré cette coalition. L'on assiste depuis un certain temps à des déclarations incontrôlées par médias interposés au point où la Coordinatrice de ce machin a promis des déballages lors d'une conférence de presse. Et de son côté l'initiateur de la remobilisation et son parti attendent d'entendre ce que la coalition va déballer pour se prononcer. Il y a alors de l'électricité dans l'air. Et pour le moment, les partis qui ont fait une union dans la diversité et qui se sont retrouvés dans un panier à crabes où les torchons et les serviettes sont mélangés sont là à s'épier. Nous on va croiser les bras pour voir là où il s'arrêteront.



Spéciale  
fin d'année 2018\*

JUSQU'À  
**-450%**

sur le

**DÉDOUANEMENT**

- des marchandises\*
- des véhicules

\* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018  
\* Marchandises sous douane en souffrance